

Ecrit par le 23 mai 2026

43% des Français déclarent aller travailler même en étant malades



Les comportements face aux maladies respiratoires au travail restent largement insuffisants. Selon une nouvelle enquête [OberA](#), le présentéisme est un risque car malgré les symptômes, beaucoup continuent de venir travailler. De plus, seuls les réflexes les plus simples sont privilégiés, tandis que les mesures les plus efficaces restent minoritaires. Enfin, à l'arrivée de l'hiver, on hésite, on improvise... et les microbes circulent. Entre réponses partielles et inaction, la prévention repose encore trop souvent sur un jugement individuel peu efficace.

Malade au travail : le réflexe français qui met tout le monde à risque

En France, quand on a un rhume ou une toux, la réponse reste trop souvent la même : on vient quand même. 43% déclarent travailler malgré la maladie, contre 25% qui restent chez eux (29% tranchent selon

Ecrit par le 23 mai 2026

le contexte). Ce flou nourrit le présentéisme : d'après la Dares, 27% des jours de maladie se traduisent par une présence au travail.

Pourtant, le bon sens et la santé publique sont clairs : avec des symptômes, on limite la transmission (masque au travail, gestes barrières). Ces chiffres montrent surtout une urgence : ne plus laisser la prévention reposer sur l'arbitrage individuel. Il faut des règles simples et applicables : télétravail si possible, masque en cas de symptômes, aération/ventilation renforcée.

Quand un collègue est malade (toux/rhume), que se passe-t-il le plus souvent ?	
Réponses	Pourcentages
Il/elle reste chez lui/elle	25 %
Il/elle vient quand même (par obligation)	43 %
Ça dépend des équipes / périodes	29 %
Je ne sais pas	3 %

©OberA

Collègue malade : les bons réflexes... mais pas les bons leviers

Face à un collègue malade, les Français réagissent surtout par des gestes réflexes : hygiène des mains/désinfection (53%) et distanciation (41%). Mais les mesures les plus déterminantes en milieu clos restent minoritaires : aération renforcée (27%), masque (18%).

Plus inquiétant encore : 37% parlent d'inaction (25% ne changent rien, 12% ne font rien). Un signal cohérent avec le recul général des gestes barrières et du masque dans la population.

Ces chiffres appellent un cadre simple en entreprise : aérations courtes répétées, visio quand nécessaire, masques à disposition, règles en cas de symptômes, et purification de l'air.

Ecrit par le 23 mai 2026

Quand un collègue est malade (toux/rhume), que faites-vous le plus souvent ?	
Réponses	Pourcentages
Je garde mes distances et je limite les échanges en face à face	41 %
Je porte un masque (au moins en réunion/à proximité)	18 %
J'aère davantage (j'ouvre la fenêtre quand c'est possible)	27 %
Je me lave/désinfecte les mains plus souvent et je désinfecte mon poste	53 %
J'évite les réunions en présentiel / je demande une visio	18 %
Je demande au collègue de rentrer / de télétravailler (si possible)	16 %
Je demande à rentrer chez moi pour télétravailler (si possible)	12 %
Je le signale à un manager/RH (si la situation pose problème)	6 %
Je ne change rien / je fais avec	25 %
Je ne fais rien du tout	12 %
Autre	3 %

©OberA

Contre les microbes beaucoup d'hésitation et peu de stratégie complète

Les microbes circulent, mais les réponses montrent surtout... l'incertitude. La solution la plus efficace — aérations courtes + purificateur — n'est choisie que par 31% des personnes.

La majorité fait "au minimum" : 50% se limitent à une seule action (29% purificateur seul, 21% fenêtre ouverte malgré froid/pollution). Et 19% ne passent pas à l'action (11% ne savent pas quoi faire, 8% ne font rien).

Pourtant, la logique est simple : renouveler l'air, même en hiver, via des ouvertures brèves et répétées pour réduire l'accumulation d'aérosols. Et si possible, compléter avec une filtration HEPA.

Ecrit par le 23 mai 2026

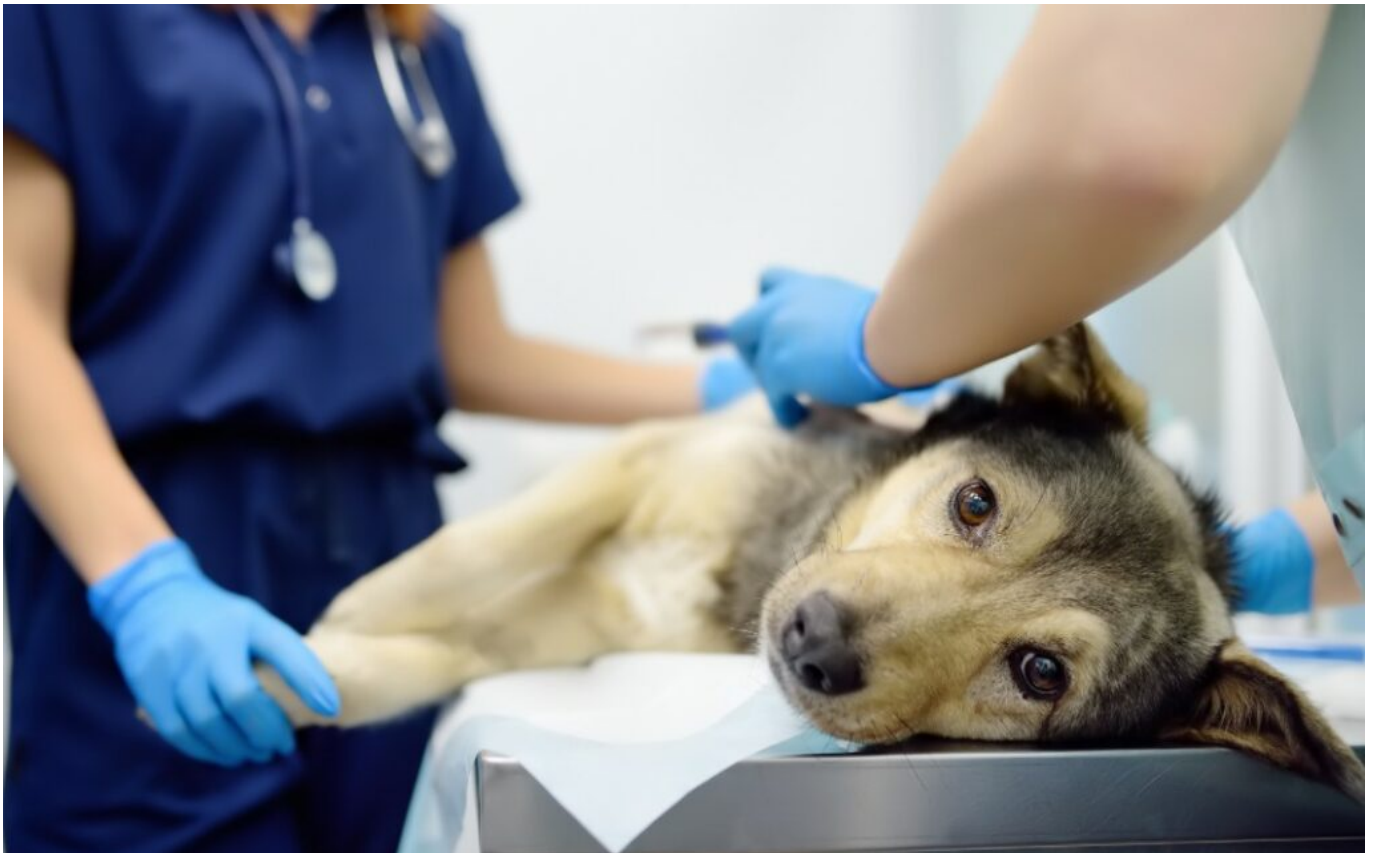
Pour réduire les risques liés aux microbes respiratoires dans l'air (aérosols), la meilleure réponse est selon vous :

Réponses	Pourcentages
Ouvrir la fenêtre même si l'air extérieur est très froid et peut-être pollué	21 %
Utiliser un purificateur d'air (type HEPA, à charbon actif, à saturation, régénérable)	29 %
Procéder à de courtes aérations régulières et l'utilisation d'un purificateur d'air	31 %
Ne rien faire du tout	8 %
Je ne sais pas	11 %

©OberA

Détection d'un cas de la maladie d'Aujesky en Vaucluse

Ecrit par le 23 mai 2026



Après la mort d'un chien à Sérignan-du-Comtat, ainsi que la suspicion d'un second cas mortel à Cucuron, la Direction départementale de la protection des populations de Vaucluse confirme que la maladie d'Aujeszky est bien la cause du décès.

Le Laboratoire d'analyse national de référence (LNR) vient de confirmer à la Direction départementale de la protection des populations (DDPP) de Vaucluse qu'un chien de chasse infecté à Sérignan-du-Comtat était mort des suites de [la maladie d'Aujeszky](#).

Un second cas de décès est en cours d'analyse suite à une chasse sur la commune de Cucuron.

Une maladie mortelle pour les chiens

« La maladie d'Aujeszky circule chez les porcs et sangliers et peut, accidentellement, contaminer les chiens (par morsure ou ingestion de viande ou d'abats crus contaminés), rappelle la préfecture de Vaucluse. La maladie est mortelle chez les chiens. La chasse lors de laquelle ce chien aurait été contaminé s'est déroulée dans la commune de Sérignan-du-Comtat. Des analyses complémentaires sont en cours, car une nouvelle suspicion de la maladie a été soulevée concernant un second chien décédé à la suite d'une chasse sur la commune de Cucuron. »

Comment reconnaître les signes d'une possible contamination de la maladie chez un animal ?

Les chiens peuvent présenter les symptômes suivants : abattement, agressivité soudaine, hyper salivation

Ecrit par le 23 mai 2026

et démangeaisons, notamment au niveau de la tête. Toutefois, le virus ne se transmet pas entre les chiens.

Chez les porcs adultes, les symptômes sont essentiellement respiratoires et la mortalité concerne surtout les porcelets. Chez les sangliers, l'infection est généralement inapparente.

Une maladie non transmissible à l'homme

La maladie ne se transmet pas à l'Homme, ni par contact, ni par ingestion de viande contaminée. Ce premier cas cité confirme que la maladie circule au sein de la population de sangliers dans le département. La viande et les abats de suidés crus (de porc et surtout de sanglier) doit être évitée dans l'alimentation des chiens.

Il est conseillé de :

- Limiter tout contact et éviter les morsures entre les chiens et les sangliers ;
- Nettoyer et désinfecter le matériel au contact de sang de sanglier et les plaies de morsures dès que possible.

La vaccination recommandée car il n'y a aucun traitement

Il n'existe aucun traitement, la vaccination des animaux de chasseurs par un vétérinaire est donc préconisée par les services de la DDPP.

« Du côté des éleveurs de porcs du département, toutes les précautions nécessaires doivent être prises afin de protéger leurs animaux, rappelle les services de la préfecture. Leur attention sera attirée sur la nécessité de renforcer les mesures de biosécurité afin d'éviter tout contact avec les sangliers. En effet, en cas de contamination des porcins, des mesures de gestion de foyer dans l'élevage de porcs seront à mettre en œuvre par les services de l'État en lien avec le vétérinaire sanitaire de l'élevage et l'éleveur.

L.G.

Pour en savoir plus, vous pouvez consulter le site internet du Ministère de l'Agriculture et de l'Alimentation : <https://agriculture.gouv.fr/questions-reponses-tout-savoir-sur-la-maladie-daujesty-0>

Décès de Marc Birling, co-fondateur de CBA

Ecrit par le 23 mai 2026



Marc Birling, co-fondateur de la société avignonnaise [CBA Informatique libérale](#), vient de décéder à l'âge de 69 ans. Il avait créé cette entreprise en 1986 avec son épouse Cécile.

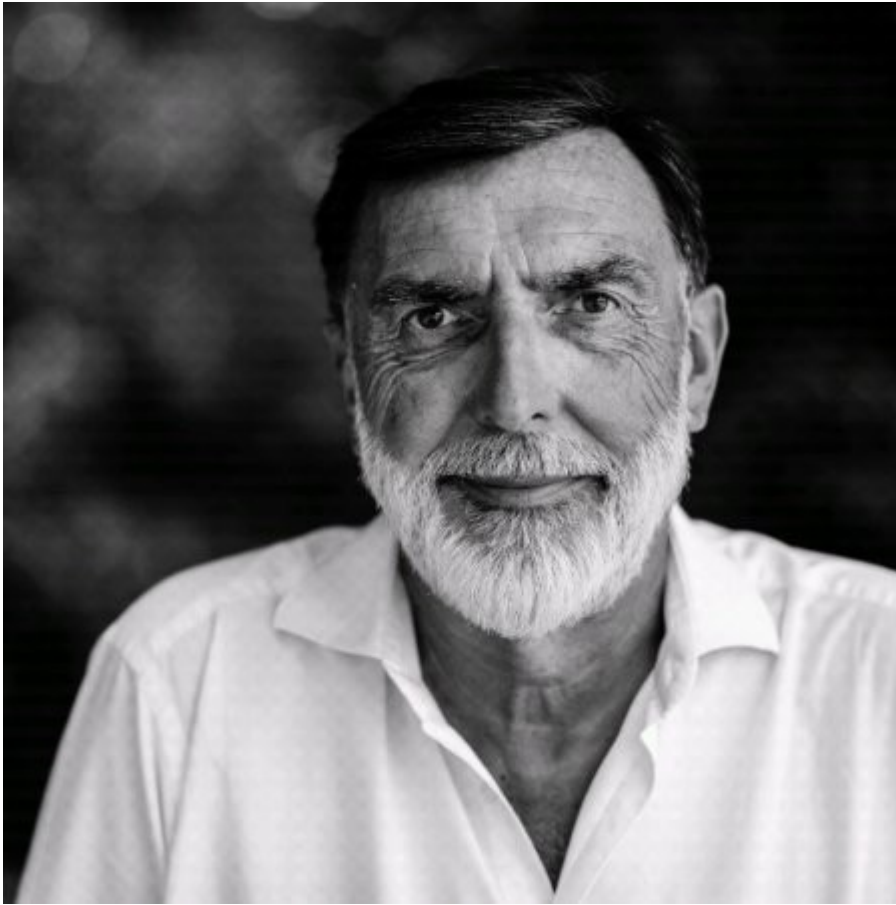
Leader national dans le domaine du logiciel pour infirmières libérales, CBA, qui développe des solutions et logiciels pour accompagner au quotidien les professionnels de santé libéraux, est dirigé par leur fille [Caroline Moga-Birling](#) devenue présidente directrice générale depuis 2016. Cette dernière a notamment reçu le grand prix de la femme dirigeante de PME ou d'ETI lors des grands prix des talents féminins 2024 de France Invest. Elle a su conserver les valeurs humaines sur lesquelles Marc Berling s'était appuyé pour bâtir CBA.

« Il nous a quittés, laissant derrière lui un héritage précieux : une entreprise bâtie sur des valeurs fortes, explique CBA sur son compte LinkedIn afin de rendre hommage à son fondateur. Marc a toujours eu un temps d'avance autant sur les projets d'entreprise qu'en matière sociale. Il était un homme vrai, pour qui rien n'était impossible. »

CBA est ainsi particulièrement impliquée dans des actions sociales, caritatives ou de bien être de ses salariés.

Implantée dans la zone d'Agroparc depuis 2017 au sein des bâtiments Hamadryade, CBA compte aujourd'hui plus de 260 collaborateurs pour un chiffre d'affaires annuel de l'ordre de 40M€.

Écrit par le 23 mai 2026



Marc Birling. Crédit : DR/LinkedIn

Fermeture de la chirurgie à Apt : « l'hôpital a perdu son âme »

Ecrit par le 23 mai 2026



Annoncée en juin dernier, la fermeture du service de chirurgie du [centre hospitalier du Pays d'Apt](#) a bel et bien eu lieu le 31 décembre. Une décision regrettée, notamment par les élus qui ont tenu à remercier une dernière fois le personnel qui a fait vivre ce service ces dernières années.

Ils étaient nombreux à se réunir ce lundi 12 janvier à la mairie d'Apt pour venir applaudir et remercier le personnel du service de chirurgie, désormais fermé, de l'hôpital du Pays d'Apt. « Vous êtes nombreux à être venus, cela montre à quel point l'hôpital est important pour le territoire », a commencé par dire Véronique Arnaud-Deloy, maire d'Apt.

En effet, la salle était comble. De nombreux maires de communes du territoire étaient présents, mais aussi [Dominique Santoni](#), présidente du Département, aux côtés des médecins, infirmiers, anesthésistes et autres membres du personnel médical qui, impuissants, ont dû faire face à la fermeture de la chirurgie.

Ecrit par le 23 mai 2026



©Vanessa Arnal-Laugier / L'Echo du Mardi

Une forte mobilisation

Ce que tous retiennent de cette fermeture, c'est la mobilisation qui en a découlé. « On s'est tous battus, ça a été un mouvement solidaire et unitaire, quelles que soient nos idées politiques », a poursuivi Véronique Arnaud-Deloy. Un mouvement citoyen 'Apt•es à faire bloc' a conduit de nombreuses manifestations, a interpellé les élus du territoire, mais aussi des personnalités publiques attachées au Pays d'Apt, dans l'espoir de sauver le service chirurgie.

« La fermeture de la chirurgie était au-delà de nos compétences. On a subi, on nous a juste transmis les informations sans vraiment nous consulter. »

Dr Jawhar Allouche

Ecrit par le 23 mai 2026

« On est allés en justice, on a raclé les fonds de tiroirs et de poches pour payer des avocats, mais aujourd'hui on n'a plus de chirurgie ni d'endoscopie, donc maintenant, qu'est-ce qu'on fait ? », interroge [Dominique Thévenieu](#), président du comité des usagers de l'hôpital d'Apt.

De la colère et de l'incompréhension

« Aujourd'hui, l'hôpital a perdu son âme, déplore Dr Jawhar Allouche, chirurgien orthopédiste et traumatologue et ancien chef du service chirurgie. La santé et l'éducation ne devraient pas être lucratives, on doit pouvoir avancer sans qu'on nous mette cette pression d'ordre monétaire. » Cette fermeture, les élus aussi, ont fait tout ce qu'ils ont pu pour l'empêcher, en vain. « Non, nous ne sommes pas 'à seulement 30 minutes de Cavillon', comme on s'est évertué à nous le répéter », s'indigne Charlotte Carbonnel, maire de Saint-Martin-de-Castillon.

« On ressent un profond abandon de la ruralité. »

Charlotte Carbonnel

Les membres du personnel du service de chirurgie, également, se sentent abandonnés. « Oui, on va rebondir, mais ça fait 6 mois qu'on vit dans l'angoisse, qu'on est sous antidépresseurs et anxiolytiques, expliquent-ils en cœur. À ce jour, certains ne savent toujours pas ce qu'ils vont faire. »

Ecrit par le 23 mai 2026



C'est une incompréhension totale et un sentiment d'abandon qui règnent parmi le personnel du service chirurgie, qui a fermé ses portes le 31 décembre. ©Vanessa Arnal-Laugier / L'Echo du Mardi

Et pour la suite ?

Alors que le service de chirurgie a fermé ses portes, le centre hospitalier, en parallèle, déploie ses autres services comme le service d'imagerie qui s'est doté de nouveaux équipements de pointe et qui va accueillir une IRM et un mammographe dans les mois à venir.

[Hôpital du Pays d'Apt : vers un service d'imagerie à la pointe de l'innovation](#)

Ecrit par le 23 mai 2026

Pourtant, certains sont persuadés que la fermeture de la chirurgie met en péril l'avenir de l'hôpital. « Tous les services vont être touchés petit à petit, les urgences sont le point fondamental de l'hôpital, si on les perd, ça serait fatal, a conclu Dominique Thévenieau. On a eu des promesses rocambolesques de l'ARS (Agence régionale de Santé) comme des travaux, plus de lits, ou encore le renfort des urgences. Le comité des usagers vérifiera que toutes ces promesses soient tenues. »

Complémentaires santé : des prix plus élevés dans le Sud-Est



Le comparateur en crédit immobilier et assurance [Meilleurtaux](#) vient de dévoiler une étude* sur le prix des complémentaires santé en France. Elle fait apparaître d'importantes disparités entre les régions et selon les âges. A l'image de l'ensemble du Sud-Est, le Vaucluse affiche des tarifs qui, avec l'âge, deviennent de plus en plus élevés que ceux de la moyenne nationale .

Le groupe Meilleurtaux a réalisé une étude sur les prix moyens [des complémentaires santé](#) en France.

Ecrit par le 23 mai 2026

Pour cela, site internet créé en 1999 référencant les offres de plus de 110 assureurs s'est appuyé sur 4 profils-type : un jeune salarié de 25 ans assuré en garanties classiques, une famille composée de deux adultes et deux enfants en garanties classiques, un couple de 60 ans en garanties renforcées ainsi qu'un couple de 70 ans en garanties renforcées.

« Loin d'être financièrement accessibles à tous et pourtant essentielles pour la plupart des Français, les tarifs des complémentaires santé font à nouveau jaser, constate Meilleurtaux. Les prix des cotisations flambent pour tout type de profils, dans un contexte économique constamment sous tension, et les écarts de prix creusent un trou béant entre les jeunes et les seniors. S'ajoute à ce tableau d'importantes disparités tarifaires selon la zone géographique, illustrant des différences allant jusqu'à 20% en moyenne entre les départements les moins et plus chers. Ainsi, le coût moyen d'une complémentaire santé peut varier de 35€ à plus de 360€ par mois selon l'âge, la composition du foyer et le lieu de résidence. Cette année encore, la santé pèse lourd dans le budget des ménages Français. »

Des écarts de prix spectaculaires entre générations

« En moyenne en France explique l'étude, un assuré âgé de 25 ans débourse 37€/mois pour une couverture standard. Ce montant reflète un recours aux soins médicaux relativement faible et des dépenses en santé limitées. Les jeunes adultes bénéficient donc encore d'un marché où les offres dites 'standard' restent abordables, bien que leur cotisation moyenne ait progressé de 7% en un an, soit une augmentation d'environ 30€ par an par rapport à 2024. »

Pour un jeune Vauclusien (voir tableau ci-dessous), ce montant est plus élevé que la moyenne nationale puisqu'il s'élève à 39,31€. Dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, qui figure parmi les chères de France, le prix d'une complémentaire santé dans notre département reste cependant plus accessible que dans les Bouches-du-Rhône (41,72€), les Alpes-Maritimes (41,30€) et le Var (40,53€).

Prix moyen mensuel pour un jeune actif célibataire de 25 ans

Département	Prix moyen mensuel
Bouches-du-Rhône	41,72€
Alpes-Maritimes	41,30€
Var	40,53€
Vaucluse	39,31€
Gard	38,97€
Alpes-de-Haute-Provence	38,69€
Hautes-Alpes	38,43€
Drôme	37,25€
Ardèche	36,96€
Moyenne nationale	37,41€

*Garanties classiques. Crédits : Meilleurtaux

Quels tarifs pour les familles ?

Ecrit par le 23 mai 2026

Un foyer composé de deux adultes et deux enfants dépense en moyenne 133€/mois pour sa complémentaire, soit environ 1 596€ par an.

« Un montant qui s'explique notamment par des besoins plus nombreux : orthodontie, optique, dépassements d'honoraires, soins pédiatriques, etc, détaille Meilleurtaux. Les familles recherchent donc une couverture plus complète, capable de répondre à des besoins spécifiques. Contrairement aux jeunes actifs, en 2025 les familles ont subi une hausse de leur cotisation plus modérée de 3,6%, représentant une dépense supplémentaire de 56€ par an.

Là encore, le Vaucluse (134,89€) dépasse la moyenne nationale (voir tableau ci-dessous). Au niveau régional, Bouches-du-Rhône (151,87€), Var (143,31€), Alpes-Maritimes (41,30€), auxquels il faut rajouter les Hautes-Alpes, sont moins bon marché.

Couple d'actifs salariés de 30 ans avec 2 enfants de 3 et 7 ans

Département	Prix moyen mensuel
Bouches-du-Rhône	151,87€
Var	143,31€
Alpes-Maritimes	142,76€
Hautes-Alpes	135,98€
Vaucluse	134,89€
Gard	134,37€
Alpes-de-Haute-Provence	134,07€
Drôme	132,09€
Ardèche	131,32€
Moyenne nationale	132,67€

*Garanties classiques. Crédits : Meilleurtaux

Ça grimpe chez les seniors

« Les seniors, quant à eux, sont nettement moins bien lotis, constate l'étude. Un couple de 60 ans paie en moyenne 252€ par mois pour une couverture renforcée, soit plus de six fois le budget d'un jeune actif. Naturellement, les besoins en santé se diversifient avec l'âge, et les garanties classiques ne permettent plus de répondre à de nouveaux besoins. A partir de la soixantaine, les assurés voient donc leur cotisation flamber, et la facture s'alourdit encore davantage pour les septuagénaires. »

Dans cette catégorie, le Vaucluse (263,90€) se situe, là encore, au-dessus de la moyenne nationale (voir tableau ci-dessous). Juste derrière le trio régional constitué des Alpes-Maritimes (284,10€), des Bouches-du-Rhône (280,50€) et du Var (274,50€).

Ecrit par le 23 mai 2026

Couple seniors de 60 ans

Département	Prix moyen mensuel
Alpes-Maritimes	284,10€
Bouches-du-Rhône	280,50€
Var	274,50€
Vaucluse	263,90€
Gard	261,10€
Alpes-de-Haute-Provence	258,80€
Hautes-Alpes	254,30€
Ardèche	251,90€
Drôme	251,80€
Moyenne nationale	251,69€

**Garanties renforcées. Crédits : Meilleurtaux*

70 ans : une hausse 29% par rapport aux sexagénaires

« Un couple de 70 ans débourse en moyenne 324€/mois, soit 3 888€ par an, conclue l'étude de Meilleurtaux. Un montant vertigineux, qui représente une hausse de 29% par rapport au prix de la complémentaire à 60 ans. En comparaison à 2024, les couples seniors ont vu leur cotisation augmenter de 5% en moyenne. D'une part, les retraités doivent faire face à une hausse brutale des primes dès la fin de leur couverture collective d'entreprise et doivent, d'autre part, répondre à des besoins bien plus coûteux en optique, dentaire, audition ou hospitalisation, entraînant mécaniquement une augmentation de leur cotisation. »

Une hausse qui se traduit en Vaucluse par un prix moyen mensuel de 340,46€, soit près de 17€ de plus que la moyenne nationale (voir tableau ci-dessous). Des prix toujours plus élevés en région avec l'indéboulonnable trio de Paca : Alpes-Maritimes (361,39€), Bouches-du-Rhône (357,79€) et Var (350,63€).

Ecrit par le 23 mai 2026

Couple seniors de 70 ans

Département	Prix moyen mensuel
Alpes-Maritimes	361,39€
Bouches-du-Rhône	357,79€
Var	350,63€
Vaucluse	340,46€
Gard	335,36€
Alpes-de-Haute-Provence	332,46€
Hautes-Alpes	326,71€
Drôme	324,60€
Ardèche	323,52€
Moyenne nationale	323,69€

*Garanties renforcées. Crédits : Meilleurtaux

« Les tarifs des complémentaires santé ont atteint de nouveaux records pour les seniors. »

« Cette photographie illustre un double effet prix : l'âge, avec un pallier net entre 60 et 70 ans, et le niveau de garanties, explique [Samuel Bansard](#), directeur des activités de comparaison de Meilleurtaux. Les tarifs des complémentaires santé ont atteint de nouveaux records pour les seniors. Le vieillissement de la population et l'augmentation des dépenses de santé ne sont pas de nature à inverser cette tendance que nous observons depuis plusieurs années et en particulier depuis la mise en place du 100% Santé. »

L.G.

*Méthodologie : L'étude du site [Meilleurtaux.com](#) a été effectuée sur la base du montant des primes de complémentaire santé proposées par ses assureurs partenaires sur le mois de septembre 2025.

Marathon d'Avignon : des dossards solidaires au profit de l'hôpital d'Avignon

Ecrit par le 23 mai 2026



L'association Provence Sport Organisation, qui organise le [Marathon d'Avignon](#), et le groupe de BTP [NGE](#), partenaire majeur de l'événement, ont décidé de soutenir le fonds de dotation de l'Hôpital d'Avignon [Av'ence](#) en lui reversant 1€ pour chaque dossard acheté.

Pour la première édition du Marathon d'Avignon, qui se tiendra en septembre 2026, NGE s'associe à l'association organisatrice, Provence Sport Organisation, pour soutenir le fonds Av'ence qui a pour objectif de contribuer à l'amélioration des conditions d'accueil, de séjour et de prise en charge des patients, de leurs familles à l'hôpital d'Avignon, et d'aider son personnel à exercer ses missions dans de bonnes conditions.

Pour chaque dossard acheté, Provence Sport Organisation et NGE versent 1€ au fonds de dotation. « Nous sommes un acteur local et contribuer concrètement à l'amélioration du quotidien des patients comme des équipes de l'hôpital d'Avignon est une fierté, affirme Laurence Lelouvier, directrice des Ressources Humaines de NGE. Le sport rassemble, crée de l'émotion collective et porte des valeurs humaines fortes : c'est exactement ce que nous voulons encourager avec ce partenariat solidaire. »

Ainsi, [Laurence Lelouvier](#), de NGE, et [Bertrand Delhomme](#) et [Christophe de Cecco](#), co-organisateurs du

Ecrit par le 23 mai 2026

Marathon d'Avignon, ont donc remis un chèque de 3 500€ au docteur [Guillaume Granier](#), président du fonds Av'ence, [Marie-Emmanuelle Parison](#), déléguée générale du fonds Av'ence, pour les 3 500 dossards achetés.



©Cyril Cortez

Un appel à la mobilisation des entreprises du territoire

En soutenant le fonds Av'ence, NGE entend souffler un élan de solidarité parmi les entreprises du territoire qui peuvent, elles aussi, se montrer solidaires. Un dispositif de dossards solidaires a été créé pour les entreprises, mais aussi pour les particuliers. Ceux-ci sont proposés à un tarif majoré et permettront de reverser une contribution à Av'ence.

« Depuis la création du marathon, notre volonté est d'en faire un événement sportif mais aussi solidaire, déclare Bertrand Delhomme. En choisissant de soutenir le fonds Av'ence, nous mettons la course au service d'une cause essentielle. »

Ecrit par le 23 mai 2026

Hôpital du Pays d'Apt : vers un service d'imagerie à la pointe de l'innovation



Cette année, le plateau technique d'imagerie du [centre hospitalier du Pays d'Apt](#) a été largement étoffé et devrait se doter de nouveaux équipements de pointe à l'avenir pour permettre à la population d'obtenir des examens plus complets, précis et rapides.

Depuis sa création en 2015, le Fonds de dotation '[Pour le Pays d'Apt un Hôpital d'Avenir](#)' a réuni 650 000€ au travers de campagnes de dons ou encore de ventes aux enchères, permettant la rénovation et modernisation du centre hospitalier, notamment de son service d'imagerie.

En 2025, ce dernier s'est doté de nouveaux échographes spécialisés en cardiologie et en gynécologie-obstétrique, d'une salle de radiologie entièrement renouvelée et numérisée, avec des équipements adaptés aux patients non valides, ainsi que d'un scanner de dernière génération.

Le centre hospitalier voit un projet de modernisation plus grand pour le centre d'imagerie et souhaite aussi, dans les mois à venir, installer une IRM (imagerie par résonance magnétique) et un mammographe. Deux équipements pour lesquels l'hôpital a obtenu l'autorisation d'exploitation cette

Écrit par le 23 mai 2026

année et qui permettraient de renforcer l'équipe de radiologues afin de « garantir un accès durable à l'ensemble de la population à une imagerie de pointe sur le territoire du Pays d'Apt », comme le précise le Fonds de dotation.

Amplifon ouvre un nouveau centre auditif à L'Isle-sur-la-Sorgue



Amplifon, entreprise spécialisée dans l'appareillage auditif, renforce sa présence en Région

Ecrit par le 23 mai 2026

Sud en ouvrant un nouveau centre à L'Isle-sur-la-Sorgue.

En s'implantant à L'Isle-sur-la-Sorgue, Amplifon souhaite consolider sa présence au cœur des territoires, en proposant des services de santé auditive accessibles à tous et proches des patients.

L'entreprise compte déjà plusieurs centres auditifs en Vaucluse, notamment à Avignon, Apt, Pertuis, Bollène, Orange, Vaison-la-Romaine et Sorgues. En s'implantant à L'Isle-sur-la-Sorgue en octobre dernier, Amplifon poursuit le renforcement de son réseau dans la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

L'équipe de L'Isle-sur-la-Sorgue pourra donc détecter les pertes auditives des patients, accompagner ces derniers dans le choix de solutions et dans l'évolution du déclin cognitif. « La couverture territoriale est un enjeu clé pour garantir un service de proximité en audioprothèse », affirme [Pierre Ribeiro](#), directeur régional d'Amplifon en PACA.

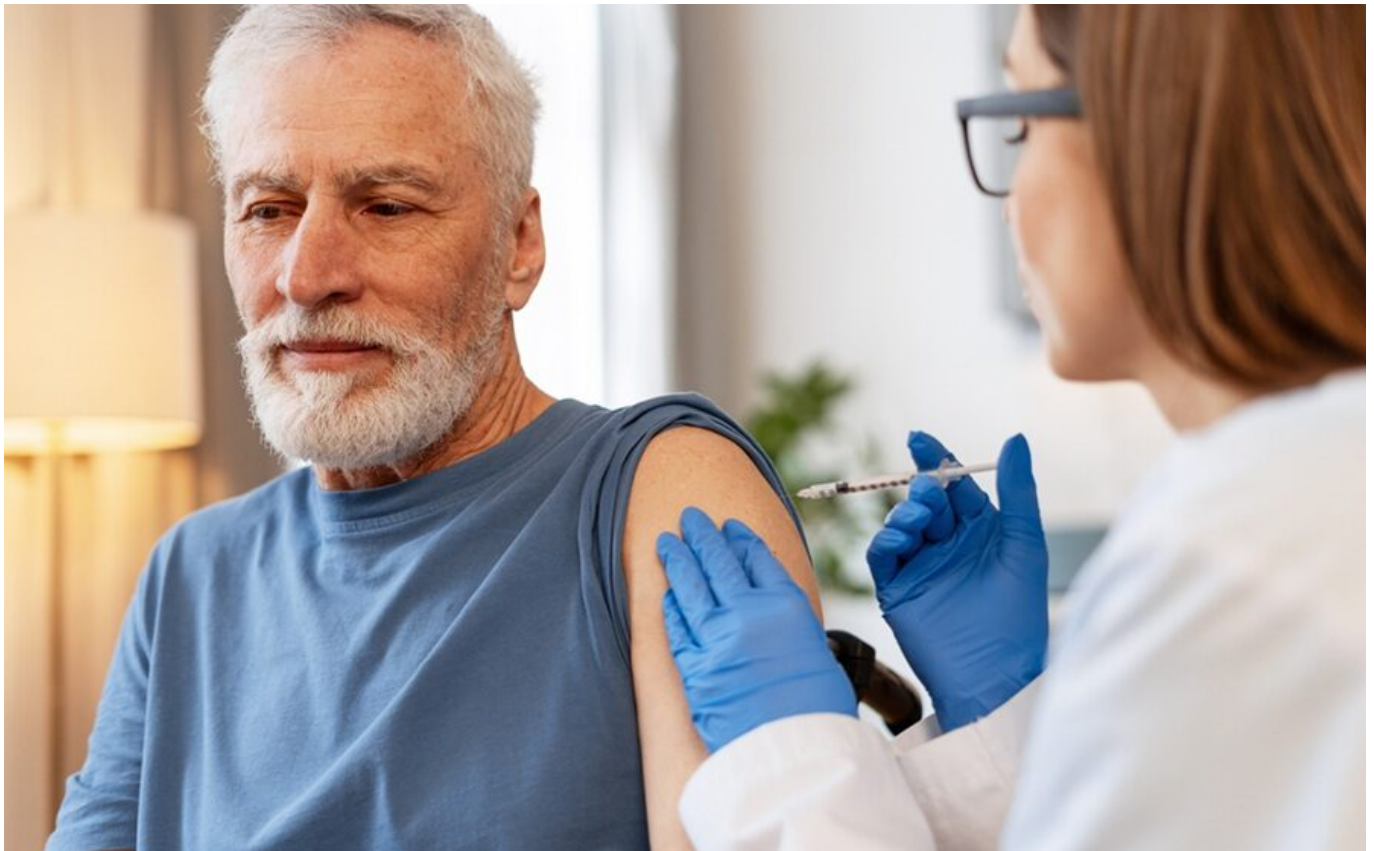
La perte d'audition en chiffres :

- Plus de **5%** de la population mondiale, soit **430M** de personnes, nécessitent des services de réadaptation pour traiter une perte auditive incapacitante (dont **34M** d'enfants).
- En France, on compte **7M** de personnes sourdes ou malentendantes.
- Une aide auditive de classe 1 coûte **1 346€** en moyenne (certains patients peuvent bénéficier de la prise en charge intégrale depuis le 1er janvier 2021 avec la réforme 100% Santé).

Sources : OMS et ENSAO

(Vidéo) Retour des pathologies hivernales : « cette année, on espère une relance de la vaccination »

Écrit par le 23 mai 2026



Les maladies d'hiver sont déjà de retour en France. L'occasion pour la délégation départementale de l'Agence Régionale de Santé (ARS) en Vaucluse de faire un point sur la vaccination dans le département.

Comme chaque année à l'approche de l'hiver, avec l'arrivée des pathologies respiratoires et rhino-pharyngées telles que la grippe ou encore la bronchiolite, l'ARS lance sa campagne de vaccination.

L'occasion pour [Loïc Souriau](#) et [Nadra Benayache](#), directeur et directrice adjointe de la délégation départementale de l'ARS en Vaucluse, d'évoquer les risques de la non-vaccination et les bons gestes à adopter.

Une couverture vaccinale insuffisante en Vaucluse

« Même si on a l'habitude des pathologies hivernales qui reviennent chaque année, ce sont des maladies qui peuvent avoir des conséquences graves sur la santé et qui peuvent créer des tensions au niveau du corps médical », affirme Loïc Souriau.

« La couverture vaccinale en Vaucluse est en dessous du niveau national. »

Ecrit par le 23 mai 2026

Loïc Souriau

En 2024, moins de 49% des personnes éligibles à la prise en charge totale de la vaccination par l'assurance maladie, à savoir les plus de 65 ans, les femmes enceintes, les personnes atteintes de maladies chroniques et le personnel de santé, ont bénéficié de la vaccination.

L'espoir d'une relance de la vaccination

Pour les personnes non éligibles à la prise en charge totale de la vaccination par l'assurance maladie, il est aussi possible de se faire vacciner pour une vingtaine d'euros (comprenant le coût du vaccin et celui de l'action vaccinale). L'ARS espère une relance de la vaccination en Vaucluse.

« 65% de la population vaccinée permettrait d'éviter la prolifération de la grippe. »

Loïc Souriau

L'ARS souligne tout de même une bonne couverture vaccinale chez les plus de 80 ans (80%). « Le vaccin n'est pas une solution miracle, mais protège tout de même d'une forme grave de la grippe qui peut entraîner une hospitalisation, voire un décès », rappelle le directeur de la délégation départementale. L'année dernière, les conséquences graves de la grippe ont particulièrement touché les moins de 5 ans et les plus de 65 ans.

Et le Covid-19 ?

Le Covid-19, quant à lui, est toujours présent. « On en a parlé début septembre au moment de la rentrée et on en reparlera sûrement pendant les vacances de fin d'années qui sont propices aux rassemblements familiaux intergénérationnels », ajoute Loïc Souriau. Les hôpitaux du territoire anticipent donc les tensions qui vont potentiellement subvenir à la fin de l'année avec l'ouverture de lits saisonniers, notamment à Avignon, Carpentras, Orange et Cavaillon.

Désormais, le vaccin, que ce soit pour le Covid-19 ou la grippe, est plus accessible puisqu'il peut être prescrit et administré par les pharmaciens (avec ou sans rendez-vous selon les pharmacies), infirmiers libéraux, médecins traitants, professionnels des établissements de santé et dans les EHPAD, ainsi que les sages-femmes.

Vers une meilleure couverture vaccinale ?

Chaque année, la délégation départementale de l'ARS en Vaucluse se questionne sur les solutions à

Écrit par le 23 mai 2026

apporter pour obtenir une meilleure couverture vaccinale sur le territoire. « Il faut lancer la campagne plus tôt sans trop anticiper car on risquerait de ne pas couvrir tout l'hiver », explique Nadra Benayache. L'année 2024 en est l'exemple parfait puisque l'épidémie a été forte et longue car elle est apparue tôt.

Ainsi, l'ARS axe sa communication sur la vaccination, mais aussi et sur les mesures de protection individuelle, à savoir le port du masque lorsqu'on a des symptômes, le lavage de mains fréquents mais aussi la distanciation sociale, notamment lors de rassemblements familiaux où il y a un risque accru de contaminations croisées.

La bronchiolite chez les jeunes enfants

Autre maladie hivernale qui inquiète : la bronchiolite. Les jeunes enfants de moins de deux ans sont les plus concernés par le virus respiratoire syncytial (VRS), qui entraîne une atteinte pulmonaire et qui peut mener au décès de l'enfant. Il se transmet souvent au sein de la fratrie, dans les crèches et dans les écoles.

Depuis 3 ans, il existe un traitement prophylactique qui contient des anticorps pour aider l'enfant à réagir rapidement en cas d'infection. Lorsque l'enfant naît, le traitement est proposé immédiatement aux parents. Chaque année, plus de 90% des enfants nés en Vaucluse prennent ce traitement dès la naissance. « C'est un vrai succès de santé publique », conclut Loïc Souriau.